

AFP

Grève de la faim, évasion: des Françaises détenues en Syrie "prêtes à tout" pour rentrer

jeu. 18 mars 2021 à 8:51 AM



Des Françaises détenues en Syrie pour avoir vécu sous le groupe Etat islamique (EI), dont une en grève de la faim, se disent "prêtes à tout" pour "rentrer en France" et montrer qu'elles n'ont commis "aucun crime", dans des entretiens diffusés jeudi.

"Je suis prête à aller jusqu'au bout", déclare Estelle, 31 ans, interrogée sur place début mars par un journaliste de Radio France.

Elle fait partie de la dizaine de détenues françaises du camp de Roj (nord-est) en grève de la faim depuis plus de trois semaines pour réclamer d'être rapatriées en France avec leurs enfants.

"On a fait une erreur" en rejoignant l'EI, mais "on n'a aucune possibilité de se défendre", regrette cette femme originaire des Yvelines.

Détenue depuis plus de trois ans avec ses trois enfants de 5, 8 et 10 ans, elle assure, comme beaucoup de ces Françaises détenues, n'avoir participé à aucune activité criminelle sous l'EI.

"Si je dois être jugée, qu'on me juge. Mais comment voulez-vous qu'on prouve notre bonne foi si on ne nous écoute pas?"

Depuis deux semaines, elle "ne boit que de l'eau, et un café le matin", et a "perdu 4 kg". "C'est difficile", mais "on est déterminé à mettre nos vies en danger pour pouvoir rentrer et ramener nos enfants", dit-elle.

"La vie est très dure ici. On est en prison", mais "sans aucune visite" et avec à peine de quoi se nourrir, explique de son côté Saïda, 33 ans, originaire de l'Hérault et venue en Syrie en 2015 pour rejoindre son futur mari, un Français rencontré sur internet.

"Je sais que les gens nous détestent, mais il y en a qui regrettent sincèrement" et "sont sorties" du carcan jihadiste, ajoute-t-elle, tout en admettant, comme Estelle, qu'une partie des Françaises détenues restent marquées par l'idéologie islamiste.

Elle ne comprend pas pourquoi la France refuse de les rapatrier et de les juger. "Je n'ai rien fait du tout, ils (les Français) le savent très bien", dit celle qui se dit "tout sauf radicale " et "ne porte pas le voile". "Ça me désole qu'on ait peur de nous. On nous met toutes dans le même panier".

Elle dit s'être déjà enfuie une fois du camp avant d'être rattrapée. "Si on vient pas me chercher, je vais me réenfuir".

Quelque 80 Françaises et 200 enfants sont détenus dans des camps du nord-est syrien. Leur éventuel retour en France inquiète dans l'opinion, mais leurs proches et avocats soulignent que seule la France pourra les juger équitablement et qu'on ne peut les laisser vivre enfermés dans ces conditions précaires et une région qui reste très instable.

Paris a jusqu'ici rapatrié des enfants au cas par cas (35, majoritairement des orphelins) mais estime que les adultes devraient être jugés sur place.